

Le budget

mes. Avec ce budget, le gouvernement transfère aux provinces une charge de plus de 7 milliards de dollars.

Nous devons considérer ce budget en tenant compte des conditions sociales et économiques qui règnent actuellement dans notre pays. Chaque fois que nous posons des questions aux ministériels sur les conditions sociales et économiques dans notre pays, ils adorent parler de ce qui, disent-ils, est une grande augmentation d'emplois créés depuis leur arrivée au pouvoir en 1984.

Madame la Présidente, je vous renvoie à un rapport qui a été publié le 14 février 1990, il y a deux ou trois semaines, par le Conseil économique du Canada et qui est intitulé «L'emploi, au futur». Que dit le Conseil économique au sujet des emplois qui ont été créés dans notre pays ces dernières années?

Il dit d'abord que plus de 70 p. 100 des travailleurs canadiens sont maintenant dans le secteur tertiaire. On signale encore plus loin que plus de 50 p. 100 des emplois créés dans ce secteur sont des emplois peu rémunérés, à salaire minimum, non syndiqués, où il n'y a ni formation, ni avenir, ni avantages sociaux. Selon les auteurs du rapport, dans l'ensemble, la croissance de ces formes d'emploi sape la sécurité économique d'une partie importante et croissante de la population active. À long terme, les structures de la société canadienne pourraient même en souffrir.

Voilà ce qu'a dit le Conseil économique du Canada. Ce n'est pas le Parti libéral qui le dit, bien que nous ayons fait de nombreuses déclarations en ce sens depuis des années. C'est ce que je dis lorsque j'interroge les ministres de l'Emploi. Je leur ai posé des questions sur la qualité des emplois qu'ils prétendaient créer. Quelqu'un peut-il fonder une famille, construire une maison, se faire une nouvelle vie s'il ne travaille que 12 heures par semaine au salaire minimum? Personne ne le peut. Il faut donc lire entre les lignes.

Incidentement, le taux de chômage s'élève constamment depuis quatre mois et nous recevons demain un autre rapport de Statistique Canada sur le chômage. Plusieurs s'attendent à ce qu'il continue de monter. À vrai dire, même le ministre des Finances a prédit que le taux de chômage passera à 8,5 p. 100 pendant l'année. Pourtant, il refuse de bouger, il ne modifie pas ses positions en matière de croissance économique ou de création d'emplois ou d'assurance-chômage.

Il y a un autre rapport récent qui dit à peu près la même chose. Ce rapport est publié par le Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration. Ce conseil est

établi par la ministre de l'Emploi et il est peu flatteur à l'endroit du gouvernement. Il dit: «Après bientôt six ans de remontée économique, le taux de chômage se maintient toujours au-delà de 10 p. 100 dans de nombreuses régions du pays, dont certaines n'ont pas encore retrouvé le taux d'avant la récession. Nombre d'emplois ont été créés dans le secteur des services, mais certains d'entre eux sont à temps partiel et mal rémunérés.»

Ce conseil consultatif du gouvernement est nommé par la ministre de l'Emploi. Dans son rapport, le Conseil affirme que bon nombre de ces mesures auront de graves répercussions dans les régions du Canada. Il fait allusion, entre autres, aux compressions des programmes de développement régional, à la réduction de la croissance des paiements de transfert versés aux provinces pour les programmes de santé, de bien-être social et d'éducation, aux modifications apportées au programme d'assurance-chômage, à la fermeture des bases des Forces armées canadiennes, à la baisse des subventions accordées à VIA Rail et à la Société Radio-Canada ainsi qu'à la construction différée du brise-glace Polar 8.

Nous avons ici deux conseils consultatifs indépendants, le Conseil économique et le Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration, qui recommandent au gouvernement de faire exactement le contraire de ce qu'il a fait dans son budget.

Je vois que mon temps est écoulé. Outre les augmentations massives d'impôt, et en particulier l'application de la taxe sur les produits et services, la politique budgétaire prévoit des réductions dans les programmes essentiels, comme les soins de santé et l'éducation, qui nous conduisent elles aussi vers la récession. Si le gouvernement continue sur sa lancée, il plongera le pays dans une grande récession.

[Français]

M. Blackburn (Jonquière): Madame la Présidente, en écoutant mon collègue, le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Allmand), je crois qu'il n'a pas pris connaissance de certains articles du *Journal de Montréal* où justement l'ex-ministre péquiste des Finances, M. Bernard Landry, avait téléphoné au ministre d'État (Finances) pour lui dire que dans les circonstances, c'est un tour de force, c'est un très bon budget et il disait, à propos du ministre des Finances (M. Wilson) qu'il était le meilleur ministre des Finances que le Canada n'ait jamais eu.

Aussi, j'aimerais peut-être que notre collègue de Notre-Dame-de-Grâce nous commente un budget d'un de ses ex-collègues qui était ministre des Finances qui, en 1981, dans un article du *Ottawa Citizen* de samedi le 19